

# **Extrême gauche, libertaires, grève générale et «trahisons», vrais débats, illusions et fausses polémiques**

Une polémique, relayée notamment par *Libération* et *Le Monde*, s'est engagée entre les organisations d'extrême gauche et libertaires, d'un côté, et Lutte Ouvrière de l'autre, parce que ce groupe aurait refusé d'avancer le mot d'ordre de grève générale au cours des dernières grèves et qu'elle se serait opposée à la «démocratie des mandats» dans les AG enseignantes.

## **Fétichisme des mots d'ordre**

Cette polémique groupusculaire n'a, en elle-même, guère d'intérêt. Par contre, elle est révélatrice de certaines impasses de l'analyse «révolutionnaire». Les groupes trotskystes qui critiquent LO manifestent une nouvelle fois leur fétichisme des mots d'ordre. Ces courants pensent en effet, et ce depuis 1938, date de la rédaction du *Programme de transition*, qu'il suffit d'avancer le bon mot d'ordre dans une AG, voire dans un journal ou un tract tiré à quelques milliers d'exemplaires pour que les masses s'en emparent et poussent (1) les bureaucraties syndicales et/ou les partis réformistes à gauche. Certes, ils s'expriment rarement de façon aussi naïve ou aussi crue. Mais Ernest Mandel, théoricien de la Quatrième Internationale, n'a-t-il pas écrit: «*La différence entre une période calme et une phase prérévolutionnaires ne pourrait-elle pas se surmonter à travers l'écho que provoque la lutte pour le contrôle ouvrier dans une usine importante, une ville ou une région ?*» Ce qu'il affirme à propos du contrôle ouvrier s'applique à quasiment toutes les revendications avancées par les groupes trotskystes, qu'il s'agisse de l'«abrogation de la Constitution de la V<sup>e</sup> République» et de la convocation d'une «Assemblée constituante» (version PT) au «plan d'urgence au service des travailleurs» et à l'«Etat bon marché» (LO) ou au «gouvernement anticapitaliste» (LCR).

## **Illusions sur les syndicats**

D'autre part, les trotskystes, voire les libertaires, qui accusent LO de trahison (2), reportent sur ce petit groupe le même raisonnement qu'ils ont toujours appliqué aux grands syndicats et partis de gauche, comme si ces organisations pouvaient mener une autre politique et comme si leurs militants avaient d'énormes illusions sur leurs dirigeants.

Les trotskystes ont du mal à admettre que l'on ne milite pas pendant des années au PCF ou à la CGT, pour ne pas parler de la CFDT, du PS ou de FO, parce que l'on croit que ces organisations vont faire la révolution ni même organiser LA grève générale qui donnera le pouvoir à la gauche. On milite dans les syndicats pour ce qu'ils offrent réellement: un milieu, des copains, une assurance (de plus en plus limitée) contre les licenciements, la possibilité de jouer un petit rôle dans les luttes, un moyen d'échapper partiellement à l'exploitation capitaliste (même un mandat syndical de 15 heures par mois est déjà une façon de souffler un peu), un moyen de s'affirmer face à une hiérarchie tyrannique ou manipulatrice, etc. Et ce n'est pas très différent pour ceux qui sont actifs à la base, au PCF, voire au PS: on y gagne des potes, une petite aura locale, éventuellement quelques avantages matériels limités si l'on se présente aux élections municipales, et on a l'impression de faire quelque chose (ce qui n'est pas toujours faux puisqu'on obtient parfois des résultats concrets), de ne pas se résigner ou baisser les bras face aux coups portés par le patronat et les partis de droite, de battre en brèche la morgue des flics, des édiles locaux, etc. Mais quand les partis de gauche arrivent au pouvoir, alors ces mêmes militants ont les pieds et les poings liés et, s'ils n'ont pas une âme de carriéristes (de toute façon les bonnes places sont

très limitées), ils glissent progressivement vers la démoralisation, en attendant... la prochaine victoire de la droite qui leur donne un nouveau coup de fouet. Et le cycle recommence.

Certes, les syndicats et partis de gauche comprennent aussi des individus qui se servent (ou plutôt croient se servir) de ces organisations et n'ont guère d'illusions à leur égard. Ils ont besoin d'un cadre pour militer et jugent ce cadre plus efficace, moins contraignant que celui des petits groupes révolutionnaires. Mais combien sont-ils et surtout que font-ils de différent des autres ? Telle est la véritable question. Pour ce qui concerne les accusations concernant les manœuvres antidémocratiques de LO à l'intérieur des coordinations d'enseignants, là aussi les critiques tombent à côté, ou plus exactement ne visent pas le problème essentiel.

### **Fragilité des «principes»**

Tout d'abord, il est assez amusant de voir l'extrême gauche critiquer LO pour son intervention en milieu enseignant après lui avoir reproché, pendant des années, de «désertier» ce milieu, de ne pas y faire un travail syndical, etc. Les critiques, aussi violentes soient-elles, que les groupes s'adressent entre eux se révèlent souvent superficielles. Cela vaut aussi pour LO qui, pendant des années, affirmait qu'elle n'avait pas les forces suffisantes pour intervenir en milieu enseignant et qu'elle laissait à d'autres la «petite bourgeoisie» (prononcez ces deux mots avec le maximum de mépris, s'il vous plaît)... Or, depuis quelques années, elle s'y est investie au point d'être un élément moteur dans les grèves, en particulier dans la banlieue parisienne, alors qu'elle est restée un gros groupuscule. Cela prouve, rétrospectivement, qu'elle compte un nombre bien plus significatif d'affreux petits-bourgeois dans ses rangs qu'elle ne voulait l'admettre.

Ce qui est présenté comme une question de principe (intervenir ou ne pas intervenir en milieu enseignant) n'est en fait qu'une pure question d'opportunité. Ceux qui prennent au sérieux certains «principes» des groupes d'extrême gauche constateront vite qu'ils en changent assez aisément et se livrent à des tournants tactiques spectaculaires sans la moindre explication, ce qui oblige leurs militants à des contorsions fréquentes et acrobatiques.

### **Limites du fédéralisme ?**

D'autre part, le fait que LO, petit groupe, réussisse à avoir (d'après ses critiques) une influence disproportionnée par rapport à sa taille devrait faire réfléchir tous ceux qui s'opposent, par principe, à la création d'organisations politiques solides et centralisées. On ne peut combattre une orientation politique erronée, voire criminelle, qu'en s'en donnant les moyens organisationnels. A quoi sert de se lamenter sur les «magouilles» de LO ? On peut lire ainsi dans *Le Monde libertaire* du 10 juillet un article intitulé «Luttes dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement»: «Du côté des cheminots d'Austerlitz, il y a eu une forte mobilisation les jours de manifestation. Après le 13 mai, un comité de grève s'est créé avec Sud-Rail, FO, CGT, CFDT. Les magouilles des moines-soldats de LO l'ont brisé.»

Trois remarques générales à propos de cet exemple:

– Un comité de grève n'a rien à voir avec une intersyndicale. Soit la formulation de l'auteur est maladroite, soit elle reflète ses propres illusions envers les syndicats et leurs appareils. Un comité de grève représentatif inclut bien sûr des militants syndicaux mais surtout des travailleurs qui n'ont pas leur carte. Rappelons qu'en France il n'y a que 7% de syndiqués ! Et surtout qu'un comité de grève authentique ne peut être dirigé par des bureaucrates syndicaux.

– Je ne dispose d'aucune information sur ce cas particulier (et l'article n'en fournit pas non plus) mais il me semble douteux que LO soit capable dans aucune entreprise d'imposer sa loi aux salariés. D'abord, parce que son influence est réduite, ensuite et surtout parce que si les travailleurs d'une usine, voire d'un secteur, sont vraiment déterminés, ce n'est ni LO ni le PCF ni la CGT qui pourraient les empêcher de former un comité de grève. Si LO est capable de «briser» un comité de grève quelque part, c'est bien sûr un acte très grave qu'il faut dénoncer, mais cela suppose aussi, et surtout, de s'interroger sur la combativité des travailleurs qui acceptent une telle magouille d'un groupuscule. Or cet article, comme 99% des articles écrits par les différents groupes «révolutionnaires» en avril-mai-juin 2003, part du point de vue que le «peuple était dans la rue» (*sic*)...

Si les faits cités sont exacts, alors cet exemple souligne les limites du fédéralisme anarchiste et des conceptions spontanéistes. Comment lutter contre une organisation centralisée dont la politique est néfaste (LO) si soi-même on ne dispose pas d'une organisation fortement implantée dans la classe ouvrière et...centralisée ?

Doit-on se contenter d'attendre que la spontanéité des exploités se manifeste et qu'elle résolve toutes

les difficultés, par un coup de baguette magique ? La crainte de la bureaucratisation, la méfiance justifiée envers la délégation de pouvoir ne risquent-elles pas de paralyser l'action contre des organisations centralisées (Partis ou États) ?

Le mouvement libertaire a su déceler les dangers de la centralisation et de la bureaucratisation bien avant les courants révolutionnaires marxistes. Les anarchistes ont su mettre en avant (et parfois appliquer) certaines «recettes» élémentaires pour limiter la bureaucratisation: refus d'avoir des permanents salariés, rotation des tâches, responsabilité individuelle de chaque militant, décentralisation des structures, sensibilité plus vive face à toutes les manifestations d'autoritarisme, refus des explications simplistes ou de la capitulation devant les exigences de l'efficacité, etc. Mais cela suffit-il ?

### **Démocratie dans les coordinations, détermination des travailleurs**

Mais revenons à la question de la démocratie au sein du mouvement enseignant et notamment au problème des mandats, qui semble si important aux yeux des détracteurs de LO. Cette organisation a préféré la «démocratie» des votes à main levée au respect de mandats attribués dans des conditions inconnues à des militants de groupuscules rivaux, connu pour leurs talents manipulateurs. Son point de vue vaut la peine d'être entendu.

Mais admettons que ces mandats aient vraiment été tous représentatifs et que LO ait voulu contrôler le mouvement, parce qu'elle pensait mieux savoir que les autres ce qui était bon ou mauvais pour les enseignants (ce qui est sans doute l'explication profonde du comportement de LO).

En cela, LO ne raisonne pas selon une logique qualitativement différente de la plupart des groupes qui la critiquent et auraient agi exactement de la même façon s'ils s'étaient trouvés à sa place.

Il est assez évident que les militants de LO n'avaient pas envie que le mouvement leur échappe, mais la question essentielle est ailleurs.

Si le problème se posait en ces termes, ce n'est pas parce que LO serait une énorme bureaucratie malfaisante qui aurait empêché le puissant mouvement enseignant de faire la jonction avec les employés et ouvriers du secteur public puis du privé qui, eux, voulaient tous en découdre. Mais plutôt parce que le mouvement contre les projets Ferry-Fillon, qui mobilisait une fraction importante de la petite bourgeoisie salariée, n'était pas assez déterminé, pas assez large, pas assez conscient des nécessités de se lier au combat de la classe ouvrière (combat qui se manifeste d'ailleurs trop peu).

Quant aux secteurs de la classe ouvrière (éboueurs, hospitaliers, cheminots, employés de la RATP à Paris et des transports urbains en province, postiers, etc., voire entreprises locales menacées de licenciements collectifs ou de fermeture) qui ont fait un bout de chemin avec les enseignants, aucun secteur n'a voulu prendre la tête du mouvement, quitte à recevoir tous les coups en cas d'échec de la lutte. Si cette détermination avait existé, ni LO, ni même tous les bureaucrates syndicaux réunis n'auraient pu l'empêcher de se manifester. Le crapuleux Thibault n'a pas tort quand il dit qu'une grève générale ne se décrète pas (par contre, elle s'organise, et pour ça il est illusoire de compter sur les syndicats) – en effet, lorsque les travailleurs décideront de bouger, ils n'appelleront ni Thibault, ni Laguiller, ni Besancenot, ni la CNT ou la FA pour savoir ce qu'il faut faire... En décembre 1995, pour ne mentionner qu'un exemple récent, la grève a d'abord pris son importance à l'insu des syndicats, même s'ils ont pu ensuite l'endiguer sans trop de difficulté.

Il est évident que LO a une conception très limitée de la démocratie ouvrière (puisque'elle n'a jamais pratiqué la démocratie en son sein comment pourrait-elle la pratiquer à l'extérieur ?), d'autant plus qu'elle défend une vision du Parti et de la Révolution inspirée du bolchevisme – et de ses pires aspects.

Mais sur ce plan-là, aussi, rien ne la différencie fondamentalement de la plupart de ses critiques trotskystes.

### **Trotskyistes et réformistes**

Les deux principaux groupes qui critiquent LO (la LCR et le PT) occupent déjà des postes dans l'appareil syndical et ont une stratégie de conquête de cet appareil ; ils ont oublié l'essentiel de ce que disait Trotsky dans «Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste» pour n'en garder que les aspects les plus contestables ou les plus dérisoires (croire qu'il suffit de prendre la direction des syndicats pour qu'ils changent de nature). Ils cherchent à nouer des alliances avec certaines tendances de la bureaucratie «réformiste», et «théorisent» ces compromis comme le fin du fin de la tactique révolutionnaire.

Depuis 1968, les groupes trotskystes sont passés de quelques dizaines à quelques centaines de

militants (si les encartés sont quelques milliers il est douteux que les militants soient plus de quelques centaines dans chacun des trois «grands» groupuscules: LO, LCR et PT).

Ils se sont, en quelque sorte, divisé le «marché».

Le PT s'adresse surtout au PS, au MDC et à FO, mais s'intéresse aussi aux dissidents «lutte de classe» du PCF. Mais son anticléricalisme affiché lui a aliéné les sympathies des milieux chrétiens de la CFDT ou du PSU.

La LCR s'est intéressée aux tendances ou aux individus issus du PCF (de Tillon à Juquin en passant par les maires «oppositionnels» actuels), aux milieux influencés par la CFDT, puis par SUD et à la social-démocratie. Quant à LO, il ne lui restait plus beaucoup de «parts de marché» disponibles: aussi, essaie-t-elle de se donner une image de marque plus radicale, en attaquant violemment les illusions nées sur le PSU et la CFDT hier, ATTAC et SUD aujourd'hui, en critiquant avec virulence toutes les tendances du PS, et en portant un regard plus «compréhensif» sur la base du PCF et de la CGT, tout en se montrant sans complaisance avec les oppositionnels carriéristes du PCF. Mais ce radicalisme apparent n'a aucune cohérence ni consistance véritable. Il n'est qu'un leurre qui dupe ses militants et leur donne l'impression d'être plus radicaux que leurs concurrents.

### **Le double langage permanent de LO**

Pour ceux qui auraient la mémoire courte ou des illusions sur Lutte ouvrière, il vaut la peine de citer un article paru en 1978, dans le journal *Combat communiste*, aujourd'hui disparu:

*«Confrontée à ce qu'elle appelle 'l'offensive syndicale', LO n'y va pas par quatre chemins. C'est ainsi qu'on peut lire dans l'édito des bulletins d'entreprise paru le 19 juin 1978: 'Et il faut se féliciter que les grandes centrales syndicales, la CGT la première, suivie finalement par la CFDT et FO fassent le choix de soutenir la combativité qui s'exprime, de l'encourager, de l'élargir même.'*

*«Le sens de ce paragraphe est clair: il s'agit d'un appel aux travailleurs à soutenir la façon dont les organisations syndicales (toutes centrales confondues) 'mènent' les grèves actuelles.*

*«Point n'est besoin pour LO de s'attarder sur les 'réticences' de la CFDT dans les grèves de Renault ou des Arsenaux, que même la CGT lui a reprochées, ni sur les prières adressées par Bergeron au patronat pour qu'il agisse contre la 'dégradation du climat social'. Non !La CFDT et FO ont 'finalement suivi la CGT' et soutiennent la combativité, l'encouragent, l'élargissent même !*

*«Quant à la CGT, que LO n'hésite pas dans son journal du 24 juin 1978 à complimenter 'd'être en avance sur la combativité des travailleurs', qu'importe de rappeler qu'elle s'est tout d'abord montrée hostile à l'occupation à Flins et à Cléon, qu'elle n'a rien proposé, sinon des débrayages limités et espacés, pour étendre la lutte à toute la Régie, qu'elle n'offre aux mouvements en cours ni plate-forme revendicative commune, ni coordination, ni perspective d'élargissement !*

*«Qu'importe de dire que la combativité a explosé en rupture avec la stratégie des organisations syndicales et que si celles-ci 'ont fait le choix' d'en prendre la tête, c'est pour que ce ne soient pas les travailleurs qui le fassent, et afin de pouvoir empêcher que l'union et l'extension des luttes mettent à mal le pacte social qui lie les bureaucraties réformistes à la bourgeoisie et à la défense de l'économie nationale !*

*«En attribuant des vertus combattives qu'elles n'ont pas aux centrales syndicales, LO fait plus que tordre la réalité et entretenir des illusions sur leur compte parmi les travailleurs. Elle évacue tout simplement les questions aujourd'hui vitales de l'orientation, de la conduite, du contrôle des luttes.*

*«Il n'est plus besoin alors de parler de comités de grève, d'assemblées générales souveraines, de coordination des luttes. Séguy, Maire et Bergeron agissent pour nous. Suivons-les, encourageons-les. Voilà où mène la tactique de pression sur les appareils syndicaux, la vision économiste et localiste de la lutte des classes: à la capitulation pure et simple devant le réformisme !»*

Depuis 1978, l'attitude de LO n'a fait qu'empirer. Il suffit de rappeler les propos de son dirigeant historique (Hardy) lors de son unique apparition à la télévision: selon lui, soviets ou parlements, la différence de terme n'est pas importante («Nous voulons une société démocratique, conseils, comités, Parlement, aux élus révocables.»). Non seulement, il prend les téléspectateurs qui l'ont regardé pour des imbéciles (s'il pensait vraiment ce qu'il dit, pourquoi lui et ses camarades ne sont-ils pas au PS ?), mais en plus il se montre, tout comme Arlette Laguiller depuis trente ans, totalement incapable d'expliquer ce qu'est le socialisme quand les médias lui offrent une tribune pour le faire. Comme si LO (mais c'est exactement pareil pour la LCR ou le PT durant les campagnes électorales ou les émissions *people* auxquelles participent Besancenot ou Laguiller) avait honte d'expliquer ce que veut dire le socialisme ou

le communisme aux millions de travailleurs qui écoutent la porte-parole de LO. L'activité électorale et électoraliste de LO ne la préserve d'aucune dégénérescence politique ultérieure (3), bien au contraire, pas plus que son double langage permanent à l'égard des syndicats et partis de gauche. Ce petit jeu peut durer longtemps et faire illusion pendant des années encore si ce groupe ne réussit pas à gagner une implantation décisive dans la classe ouvrière et à faire des choix politiques plus décisifs qui dévoileront sa nature: participation à un gouvernement bourgeois, vote de lois anti-ouvrières, etc.

### **Le véritable problème**

Et c'est en fait là que gît le véritable problème plutôt qu'une vaine polémique sur les «bons» mots d'ordre qui auraient des effets magiques et seraient capables en eux-mêmes de transformer une situation sociale. D'ailleurs, on peut s'interroger de deux façons:

a) se demander si les groupes révolutionnaires ont fait et font suffisamment d'efforts pour «s'implanter» dans la classe ouvrière, militer dans les quartiers ouvriers, etc.

Sur ce terrain-là, LO fait la leçon aux autres groupes depuis des dizaines d'années, non sans raison, même si les autres groupes ont trouvé des raccourcis ou d'autres voies pour s'implanter que le porte-à-porte dans les HLM ou la distribution de bulletins d'entreprise réguliers devant les entreprises.

b) Mais on peut aussi se poser la question sous un autre angle: les travailleurs sont-ils vraiment attirés par le socialisme et le communisme ? par la révolution ? La disparition d'une partie des États stalinien (il reste encore la Chine, ne l'oublions pas, ainsi que Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord) a-t-elle redonné confiance aux ouvriers en quête d'un idéal révolutionnaire ? Et si ce n'est pas le cas, pourquoi ?

Certains répondent en revenant aux vieilles lunes social-démocrates des années 20. Ils croient pouvoir démocratiser les institutions parlementaires ou républicaines (la «gauche» du PS voire une partie des dirigeants de la LCR, comme en témoigne la calamiteuse revue *Contretemps*, dirigée par Daniel Bensaid, laboratoire des idées les plus droitières et tribune confectionnée sur mesure par la LCR pour des intellectuels réformistes qui n'expriment le plus souvent aucune révolte contre le système capitaliste). Ils prétendent démocratiser le capitalisme mondialisateur (ATTAC). Si leur démarche est vouée à l'échec, force est de constater qu'ils se soucient au moins d'apporter une réponse au scepticisme vis-à-vis des idées révolutionnaires traditionnelles, scepticisme répandu non seulement dans la petite bourgeoisie (ce qui ne serait pas grave) mais aussi dans la classe ouvrière.

### **Comités d'action, comités de grève, coordinations**

De plus, il faut s'interroger sur les formes organisationnelles que peut prendre un mouvement ouvrier radical dans la situation du capitalisme actuel. En ce qui concerne les comités de grève, combien de travailleurs ont-ils récemment fait l'expérience d'un véritable comité de grève démocratique, contrôlé par des assemblées générales quotidiennes et souveraines ?

Les comités d'action de 1968, les coordinations des infirmières puis des cheminots, n'ont pas réussi à durer très longtemps. Et s'ils ont laissé des traces, il y a gros à parier que leurs militants sont restés inorganisés ou sont allés à la CNT ou à SUD.

Or, est-il bien réaliste de vouloir ressusciter le syndicalisme révolutionnaire des débuts du siècle et les Bourses du travail de Fernand Pelloutier ? (Sans compter que le syndicalisme révolutionnaire français possédait de très graves limites, comme on a pu le vérifier en 1914, au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, où les dirigeants syndicaux sont devenus les pires chauvins, partisans de la guerre impérialiste qu'ils avaient promis d'arrêter par la... grève générale.)

Dans *Le Monde libertaire* du 10 juillet, Freddy Gomez écrit: «*Cette faillite (du syndicalisme réformiste, NDLR) n'ouvre pas mécaniquement l'espace, comme on pourrait le penser, à un syndicalisme clairement revendicatif, type SUD, ou résolument d'action directe, style CNT. Si, selon leurs forces, l'une et l'autre de ces organisations ont eu leur place dans le mouvement, elles n'ont à aucun moment pesé de fait sur le rapport de forces, se situant soit en position de suivisme critique par rapport aux syndicats traditionnels, soit en position purement incantatoire de mouche du coche. Derrière l'obligation d'optimisme qu'elles manifestèrent avec constance et naïveté tout au long de ce conflit se cache la confortable certitude véhiculée par un répétitif et très daté discours gauchiste: radicaliser les luttes et faire en sorte qu'on ne les trahisse point.*»

### **La grève générale**

Remarquons enfin que l'extrême gauche et les libertaires ne font guère preuve d'imagination lorsqu'ils invoquent à tout bout de champ le thème de la grève générale.

Combien y a-t-il eu de grèves générales significatives et victorieuses depuis un siècle en France ? Celle de 1936 concernait une minorité importante de la classe ouvrière (3 millions) et s'est traduite par des occupations actives d'usines, mais elle n'a pas débouché sur la remise en route des entreprises par les travailleurs eux-mêmes et encore moins sur la formation de conseils ouvriers. Celle de 1953 n'a concerné que les fonctionnaires et celle de 1963 les mineurs.

Quant à celle de 1968, tellement mythifiée par tous les groupes (à part LO), s'il est vrai qu'elle a officiellement concerné 10 millions de travailleurs, les usines n'étaient le plus souvent occupées que par une poignée de militants syndicaux. L'essentiel s'est passé ailleurs, dans la rue, les manifestations, les meetings et les comités d'action. De toute façon, ceux qui ont vécu les grèves de 1968 ont aujourd'hui la cinquantaine bien sonnée, voire davantage, et leur expérience n'a pas été partagée par les bataillons les plus combatifs de la jeunesse ouvrière ou salariée actuelle.

A agiter ainsi sans cesse le drapeau de la grève générale, l'extrême gauche et les anarchistes jouent avec un mythe assez creux dans le contexte français. Surtout s'ils ont derrière la tête, non seulement la grève générale mais la Révolution.

La dernière fois que les travailleurs français (et encore à l'époque c'étaient loin d'être des prolétaires d'usine) se sont attaqués, les armes à la main, à l'État et ont créé une structure les représentant, c'était en... 1870, lors de la Commune de Paris, insurrection qui avait d'ailleurs (hélas !) une dimension patriotique, soigneusement occultée par les courants révolutionnaires depuis plus d'un siècle.

En 1936, ils ont occupé, de façon dynamique certes, les usines mais n'ont pas cherché à les faire tourner sans l'encadrement et les patrons ; ils n'ont formé ni milices ouvrières, ni soviets. En 1968, les fameux «dix millions de grévistes» n'étaient pas des grévistes très actifs. Une partie d'entre eux ne pouvaient aller travailler parce qu'il n'y avait plus de moyens de transport. Une autre partie, la majorité, est restée chez elle et ne venait aux nouvelles que de temps en temps à l'usine. Une minorité (le noyau dur des syndicats, et surtout de la CGT-PCF) occupait l'usine dans une ambiance plutôt lugubre. Et une autre minorité (les jeunes travailleurs essentiellement) était dans la rue, sur les barricades, dans les comités d'action.

On est donc très loin de dix millions de grévistes conscients et mobilisés, occupant leurs usines, discutant de la façon de les redémarrer sans les patrons – même avec les pires illusions autogestionnaires.

Et si l'on se penche sur les grèves générales ou les mouvements sociaux de masse dans d'autres pays d'Europe, on trouve peu d'exemples au cours des cinquante dernières années (en dehors de l'expérience de Solidarnosc en Pologne dans les années 80, du Portugal en 1974-75 ou de l'insurrection hongroise de 1956) de mobilisation massive et concentrée de la classe ouvrière posant, même vaguement, le problème du pouvoir.

Les grands discours sur la grève générale n'ont donc guère de sens pour les salariés qui les entendent aujourd'hui. Ou plutôt si, mais à condition d'en réduire considérablement le sens en assimilant (par souci pédagogique ?) la grève générale à une grève de 24 heures... reconductible. Alors là, oui, les journées d'action, les salariés connaissent parfaitement – avec les résultats désastreux que l'on sait.

Entendons-nous bien. Il est évident qu'une grève générale offre bien plus de possibilités que des journées d'action ou des grèves secteur par secteur. Mais, en elle-même, elle n'a aucun effet magique.

Il est évident aussi qu'un mouvement a besoin d'objectifs précis, donc de mots d'ordre et de revendications, mais cela ne peut se faire à l'avance, sans tenir compte des situations concrètes.

### **Gadgets organisationnels**

Certes, objecteront certains, mais s'il y avait un parti révolutionnaire, tout serait différent. Il faudrait donc que tous les groupes s'unissent dans un nouveau PSU ou forment un machin genre Rifondazione comunista (scission de l'ex-Parti communiste italien), ou que l'on crée un grand parti travailliste. Ou une super confédération anarcho-syndicaliste, ou un petit parti pur et dur, centralisé de façon militaire sur un programme 100% communiste, etc. Les gadgets organisationnels que proposent les groupes révolutionnaires sont connus et se comptent sur les doigts des deux mains – en étant généreux. Et ils commencent à être sacrément usés, sauf peut-être pour les adolescents ou les adultes peu informés qui les découvrent pour la première fois.

Là aussi, on a affaire à des croyances magiques en l'efficacité d'un mot d'ordre, d'un truc organisationnel, pour changer une situation défavorable en une situation favorable. Et l'on fait bon marché de la conscience et de la volonté des millions d'exploités au nom desquels on prétend parler et

lutter.

Il n'existe aucune recette miracle en dehors de cette détermination-là. Et c'est la force du système capitaliste dans les pays dits démocratiques d'avoir su, jusqu'ici, juguler la rage et la révolte des prolétaires. Tant que ceux-ci n'auront pas de nouveau le moral et la combativité nécessaires, aucun slogan, aucun mot d'ordre, aussi radical soit-il, ne changera la situation. Inutile de se payer de mots et de se lancer dans des polémiques oiseuses et «fratricides» qui visent à cacher l'ampleur des difficultés auxquelles les «révolutionnaires» sont confrontés.

Comme le dit Freddy Gomez: «L'autre et dernière leçon de ce printemps, il serait peut-être bon de se l'appliquer *ad hominem* et d'admettre, ici, dans les colonnes du *Monde libertaire* qui a vibré d'appels à une impossible grève générale, qu'aucune envolée lyrique ne brisera jamais la dure réalité des faits. Car ce n'est sûrement pas sur le terrain de la surenchère sans risque que la voix libertaire aura quelques chances de porter un jour. Pour elle, il n'est que deux chemins possibles: celui de l'euphorie, ou celui de la lucidité. (...) Les anarchistes ont probablement un rôle à jouer, à condition de ne pas céder à la facilité, à la démagogie et au mythe.» (*Le Monde libertaire*, 10 juillet 2003).

Une réflexion à méditer pour tous ceux qui se disent révolutionnaires, quelle que soit leur chapelle.

Y.C., mai 2003

### Notes

1. Dans un article intitulé «Un aspect de l'offensive capitaliste» (*Le Monde libertaire*, 10/7/2003), Pierre, du groupe La Commune de Rennes reprend d'ailleurs littéralement la thématique trotskyste la plus droitière: «les anarchistes (...) vont devoir pousser plus que jamais les bureaucraties dans leur retranchement», «les militants de base n'ont pu mettre suffisamment de pression», etc. S'agit-il de simples maladresses de style ? On a plutôt l'impression que ce camarade croit possible la constitution d'un «vrai», d'un «bon» mouvement syndical qui obtiendrait des réformes significatives dans la situation actuelle. Et surtout qu'il serait possible de pousser les appareils syndicaux à changer de nature – ou bien à céder la place aux SUD et à la CNT. Dangereuse illusion.

2. Dans un article du *Monde libertaire* du 10/7/2003, «Variations sur une protestation avortée», Freddy Gomez écrit à propos de la «trahison» des bureaucrates syndicaux: «Parler, dans ce contexte de 'trahison', c'est sans doute prendre le risque de se tromper d'époque, car, pour trahir un mouvement social, il faut d'abord le mettre en branle et l'amplifier. On ne trahit pas ce qui n'existe qu'à l'état de théâtre ou d'abstraction. S'il est une leçon à tirer de ce printemps, c'est bien celle-là: la trahison suppose la capacité de paralysie, et c'est précisément elle qui a manqué, contrairement à décembre 1995, non tant parce que les bureaucraties syndicales l'ont refusée, mais parce qu'elles ont été incapables de l'organiser.»

3. Notons que la LCR, dans sa luxueuse publication en couleurs et sur papier glacé financée par le Parlement européen (c'est-à-dire par les travailleurs européens), est incapable de se servir de cette prétendue «tribune révolutionnaire» pour se faire l'écho des luttes des travailleurs. Ainsi, cette publication relate en une demi-page un discours de trois heures du colonel Chavez au Venezuela en approuvant son ton anti-impérialiste mais en regrettant les références à Jésus-Christ (?!) dont le discours présidentiel était émaillé, sans consacrer une seule ligne à la situation de la classe ouvrière vénézuélienne, ses luttes, ses difficultés d'existence, etc. Etre un révolutionnaire internationaliste pour Krivine, cela se réduit-il aujourd'hui à prendre l'avion pour Caracas afin d'écouter sagement et poliment un démagogue populiste pérorer et tromper son peuple ? On ne souhaite qu'une chose aux députés LO-LCR au Parlement européen: que la bourgeoisie change les lois électorales, ce qui les empêchera d'être élus.